

### Efficacité et équité des systèmes judiciaires

Les citoyens s'attendent à une exécution efficace et équitable des décisions des tribunaux. Des systèmes de justice civile fonctionnels protègent les droits de tous les citoyens contre les entorses au droit commises par les tiers, y compris les acteurs puissants et les pouvoirs publics. L'existence de systèmes judiciaires efficaces et équitables permettant de veiller au respect des textes et à l'application de sanctions adéquates en cas de manquement constitue un volet essentiel de l'état de droit. Il est néanmoins très difficile de faire la part des influences respectives du système judiciaire et d'autres composantes telles que la police ou les systèmes correctionnels sur le niveau général de sécurité et de maîtrise de la délinquance. Cela limite donc fortement les possibilités d'établir des liens de causalité.

#### Efficacité et indépendance dans la mise en œuvre des décisions en matière de justice civile

L'indépendance de la justice civile exige un ensemble de règles et de procédures détaillées permettant de garantir la neutralité du traitement des différends, sans biais en faveur d'une partie. Le rapport du World Justice Project fait apparaître, sans surprise, une forte corrélation entre, d'un côté, l'opinion selon laquelle la justice civile est efficacement mise en œuvre et, d'autre part, l'opinion selon laquelle le système n'est pas affecté par des facteurs externes tels qu'une influence indue des pouvoirs publics. Les citoyens et les experts de la justice des pays comme la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, la Finlande et l'Australie ont indiqué à la fois que leur système de justice assurait généralement l'application des textes de manière efficace et que leurs pouvoirs publics interféraient peu avec le système de justice civile.

#### Efficacité des systèmes de justice pénale et protection des citoyens contre la délinquance

Des systèmes de justice pénale efficaces permettent d'enquêter et de statuer sur les infractions de manière efficace et impartiale, tout en préservant les droits des suspects et des victimes. L'évaluation de ces systèmes doit néanmoins tenir compte du système dans sa globalité, et notamment des policiers, des avocats, des procureurs, des juges et des agents pénitentiaires (Botero et Ponce, 2012).

En 2014, d'après le rapport du World Justice Project, les pays où le système de prononcé des décisions pénales (prononcé d'une ordonnance ou d'un jugement par un tribunal) était considéré comme rapide et efficace (c.à.d. où les auteurs d'infractions étaient efficacement poursuivis et sanctionnés) tendaient à faire état d'une plus faible propension au recours à la violence en cas de grief personnel (par exemple, tentatives d'intimidation d'un individu et/ou émeutes violentes à l'encontre des pouvoirs publics). La corrélation relativement élevée ( $R^2=0.9$ ) entre ces deux sous-dimensions de l'indice de l'état de droit élaboré par le World Justice Project semble indiquer que des systèmes de justice pénale rapides et efficaces sont primordiaux pour préserver la sécurité et la cohésion sociale au niveau national.

En 2014, la délinquance était, sauf en ce qui concerne le Mexique, généralement bien maîtrisée dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, par rapport aux autres grandes économies mondiales. Toutefois, comme pour les autres indicateurs de la présente section, ces données s'appliquent uniquement aux trois principales zones urbaines de chaque pays. Ces indicateurs

de perception peuvent être influencés par des faits d'actualité intervenant au moment de la collecte des données. D'autres travaux seront nécessaires dans les années à venir pour établir plus clairement les incidences de l'efficacité des systèmes judiciaires en termes d'équité, de sécurité et d'ordre au sein des pays de l'OCDE et des autres pays.

#### Méthodologie et définitions

Pour les trois graphiques, les données proviennent de l'indice de l'état de droit mis au point par le World Justice Project. Cet indice repose sur les réponses à une enquête générale d'opinion réalisée par de grands instituts locaux de sondage auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 répondants des trois plus grandes villes de chaque pays et à une enquête auprès de praticiens et d'universitaires experts du droit civil. Un complément d'information sur les données de référence est consultable à l'adresse suivante : [worldjusticeproject.org/rule-of-law-index](http://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index).

Le sous-indicateur relatif à la justice civile indique si les répondants considèrent que la justice civile est appliquée efficacement et sans influence indue des pouvoirs publics.

Les données relatives au système de prononcé des décisions pénales visent à évaluer si les auteurs d'infractions sont poursuivis et sanctionnés. Elles visent aussi à évaluer le degré de compétence des juges en matière pénale ainsi que des autres intervenants officiels et d'évaluer s'ils prennent des décisions rapides sans abuser de la détention en amont du procès. Les données relatives au non-recours à la violence en cas de grief personnel visent à évaluer dans quelle mesure les individus recourent à l'intimidation ou à la violence pour régler des différends civils entre eux ou pour obtenir réparation auprès des autorités, et dans quelle mesure la population est préservée des émeutes violentes.

Les données relatives à la maîtrise de la délinquance visent à mesurer la prévalence des infractions de droit commun, y compris les homicides, les enlèvements, les cambriolages et les vols, les vols à main armée et l'extorsion de fonds, et à évaluer le sentiment général de sécurité de la population.

#### Pour en savoir plus

Botero, J. et A. Ponce (2012), « Measuring the Rule of Law », WJP Working Paper No. 2, World Justice Project, Washington.

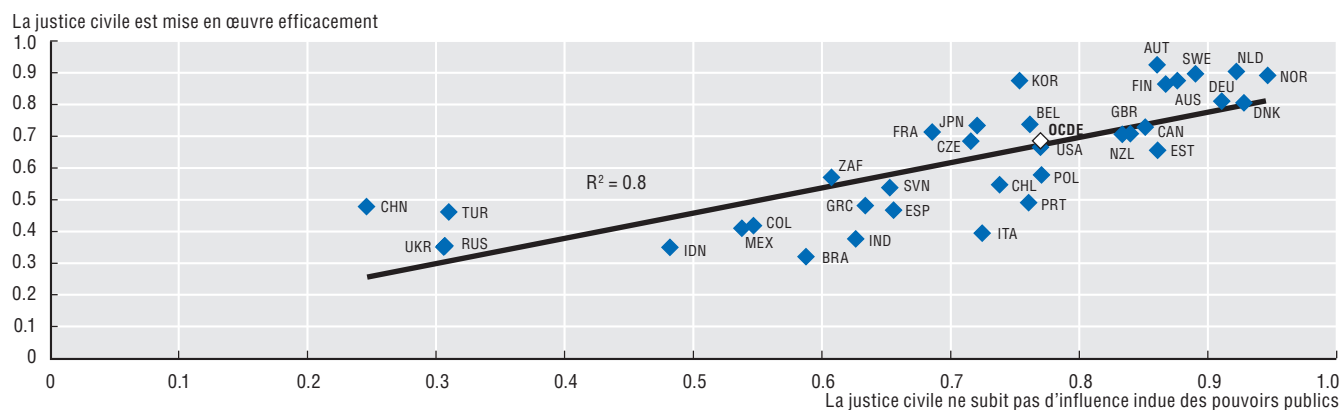
World Justice Project (2014), *The Rule of Law Index 2014*, World Justice Project, Washington.

#### Notes relatives aux graphiques

On ne dispose pas de données pour l'Irlande, l'Islande, Israël, le Luxembourg, la République slovaque et la Suisse. Les données relatives à la Hongrie ne sont pas présentées.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

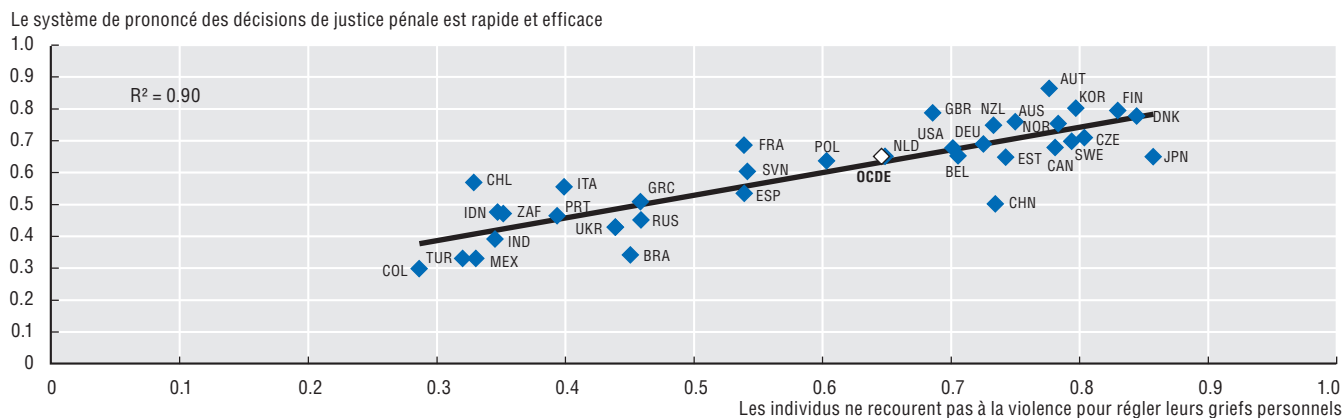
## 12.27. Mise en œuvre efficace de la justice civile et absence d'influence indue des pouvoirs publics (2015)



Source : World Justice Project.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933348127>

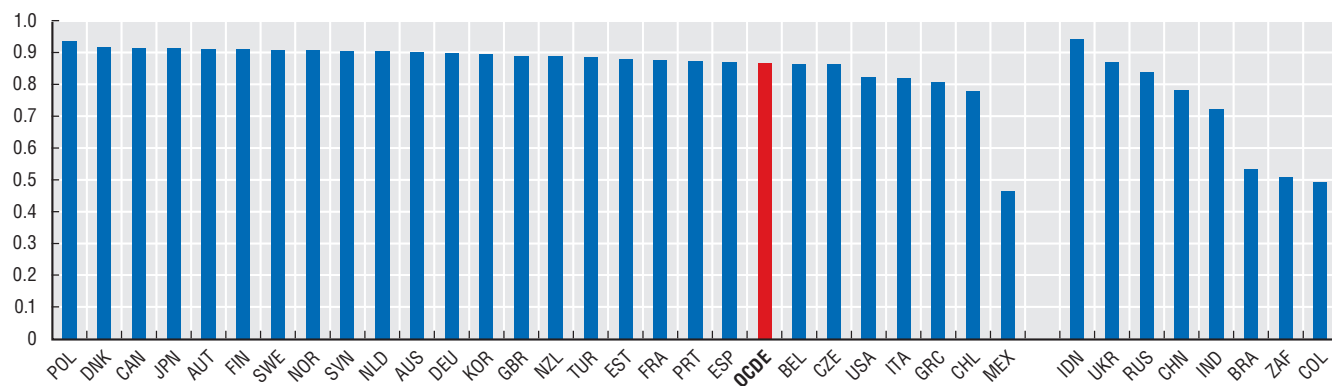
## 12.28. Efficacité/rapidité du système de prononcé des décisions de justice pénale et recours à la violence pour régler les griefs personnels (2015)



Source : World Justice Project.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933348133>

## 12.29. Maîtrise de la délinquance (2015)



Source : World Justice Project.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933348148>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2015**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Efficacité et équité des systèmes judiciaires », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-65-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-65-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).